



Question orale de Mme NAGELMACKERS : La situation économique de l'ASBL Piscine Longchamp.

Mme Nagelmackers signale que des informations récentes ont fait état de difficultés importantes au sein de l'ASBL gestionnaire de la piscine Longchamp, liées au non-respect des barèmes de rémunération applicables au personnel et à l'existence d'arriérés de salaires, y compris pour d'anciens travailleurs.

Il apparaît que l'ASBL relève de la sous-commission paritaire « 329.02 – Centres sportifs », comme le mentionnent notamment le règlement de travail, les fiches de paie et certains contrats de travail, mais que ces barèmes n'auraient pas été correctement appliqués pendant plusieurs années. Cette situation entraînerait aujourd'hui une régularisation complexe, aux conséquences sociales, juridiques et financières importantes, tant pour l'ASBL que pour la commune, qui a indiqué apporter son soutien à la piscine.

Le Collège pourrait-il expliquer clairement quels sont les tenants et aboutissants de la situation actuelle de la piscine Longchamp, en exposant l'origine de ces difficultés, leurs conséquences pour les travailleurs concernés, le rôle joué par la commune ainsi que les mesures prises ou envisagées afin de garantir le respect des droits du personnel et d'assurer une gestion saine et durable de cet équipement communal ?

M. l'Echevin Wyngaard répond que depuis un certain nombre d'années, les salaires versés ont intégré l'indexation mais non l'évolution barémique ou, s'ils ont intégré cette dernière, c'était de façon incomplète. Cela signifie qu'une large part du personnel perçoit un salaire inférieur de 5 au 10 % au montant normalement dû. Le personnel a été avisé de la situation il y a quelques semaines. Tant la commune que l'ASBL communale veilleront à ce que les droits du personnel soient pleinement respectés, tant pour les agents en activité que pour ceux qui sont déjà pensionnés.

Le Collège a sollicité les services d'un avocat spécialisé en droit du travail afin d'assurer l'accompagnement juridique de ce processus complexe de régularisation, en collaboration avec le secrétariat social.

On estime à environ un million d'euros le montant nécessaire pour couvrir les années passées ; et l'impact futur sur le budget de la piscine sera de l'ordre de 50.000 € à 100.000 € par an. Vu qu'on a affaire à un budget d'environ 1 à 1,5 million d'euros, cette régularisation peut tout à fait être absorbée mais il faudra faire preuve de créativité, tant pour les recettes que pour les dépenses.